

Abdel Salam SIDAHMED, *Politics and Islam in Contemporary Sudan*. Curzon Press, Richmond, 1997. 250 p.

Ce livre constitue une excellente mise au point de la situation politique et idéologique du Soudan. Il se subdivise en sept chapitres, correspondant aux sept périodes de l'histoire contemporaine du pays : le Condominium, les trois périodes parlementaires et les trois périodes de dictature militaire. Un résumé de l'histoire politique et économique interne constitue la trame sur laquelle l'auteur développe les aspects idéologiques correspondant à chaque période. Dans ce résumé seulement, se révèle la bonne connaissance qu'a l'auteur de l'histoire et du milieu soudanais : rien d'essentiel n'est omis, mais en même temps le lecteur n'est pas noyé dans les détails d'une histoire aux péripéties multiples et déconcertantes. Les notes, abondantes et renvoyées en fin de volume, fournissent indirectement une bibliographie plus que suffisante pour les ouvrages de langue arabe et anglaise, mais elle est malheureusement dépourvue de références en d'autres langues, française en particulier.

L'essentiel de l'apport de l'ouvrage se situe donc dans l'analyse des idéologies à l'œuvre dans chaque période. Les positions des uns et des autres sont soigneusement analysées à travers des exemples représentatifs et ramenées (au moins pour les Nordistes), à la situation socio-économique de ceux qui les soutiennent.

De 1898 à 1954, sous le Condominium, les chefs « nationalistes » ne surent pas développer de véritables programmes de pouvoir. Les seuls partis idéologiques étaient le parti communiste et celui des Frères musulmans, à l'époque sans grande influence. Au pouvoir pendant la première période parlementaire de 1954 à 1958, les partis dits traditionnels (parce que issus essentiellement de l'influence de deux confréries religieuses) étaient libéraux et laïcs, mais par pragmatisme et sans doctrine précise. La première dictature militaire de 1958 à 1964 fut tout aussi pragmatiste sur le plan idéologique, mais eut le tort de tenter l'arabisation et l'islamisation forcée du Sud-Soudan (p. 72, 82), ce qui déclencha une guerre civile. L'auteur souligne bien les erreurs des gens du Nord et même leur racisme (p. 53). Le premier gouvernement transitoire et la période parlementaire qui suivit (1964-1969) est marquée surtout par la montée des communistes et leur élimination du pouvoir par une coalition des forces traditionnelles. Elles ne se rendent pas compte qu'elles sont déjà idéologiquement menées par les Frères musulmans qui mettent en avant les thèmes pro-islamiques. La dictature de Numeiri (1969-1985), quoique se disant socialiste et qui est appuyée au début par les communistes, va éliminer ces derniers. Si elle réussit à faire la paix dans le Sud (1972), elle ne propose rien d'autre que des slogans et le désastre économique. Le plus clair résultat de la « réconciliation » avec les forces de droite (1977), est de livrer le pays à un immense noyautage islamiste. Il est mené de main de maître par Hasan al-Turabi, qui n'hésite pas à infléchir ses thèmes idéologiques tantôt pour s'assurer l'alliance des forces traditionnelles, tantôt pour se rallier les femmes, tantôt encore pour pénétrer les rouages du régime décrié de Numeiri, etc. Ce dernier s'est lancé dans une islamisation désespérée (1983) qui ne lui évitera pas la chute. Au cours de la troisième période parlementaire (1985-1989), les islamistes, qui contrôlent une bonne partie du système bancaire,

rallient de plus en plus de monde aussi bien dans les classes commerciales (qu'ils financent), que dans un peuple à la recherche de sa subsistance (qu'ils aident par divers organismes de secours). Selon Sidahmed, ce sont les islamistes qui planifient le coup d'État de 1989, et qui, très habilement ne se révèlent comme les véritables instigateurs du nouveau régime qu'en 1991. La seule opposition véritable au régime actuel est constituée par les acteurs de la guerre civile au Sud (SPLM et son armée SPLA). Leur ambition n'est pas de faire sécession, mais de proposer un nouveau Soudan, laïc et démocratique, et à ce titre ils constituent le seul espoir de nombreux musulmans du Nord qui ne pensent pas que l'islam exige un régime islamique, et encore moins tel que celui-là.

L'ouvrage se recommande par sa très grande clarté et son objectivité servie par un ton mesuré. Ce n'est pas dire qu'il ne prenne pas position. On sent poindre chez l'auteur le regret que les élites soudanaises se sont constamment fourvoyées en se déchirant sur de faux problèmes (la Constitution, la loi islamique), ou pire, en s'en créant de vrais et de dramatiques (la guerre civile), alors que les tâches les plus urgentes (lutte contre la misère, pour le développement, et à partir des années 1960 le retour à la paix au Sud) étaient constamment reportées. Son jugement sur le régime actuel — qui tient en peu de mots, p. 225-226 — est finalement très dur : il s'est servi de l'islam à des fins partisans, aux dépens de la morale religieuse. Il est d'ailleurs très probable que les véritables religieux et mystiques musulmans ont commencé à se séparer de lui, si tant est qu'ils l'aient vraiment rallié.

Hervé BLEUCHOT
(IREMAM-CNRS)

Luz GÓMEZ GARCÍA, *Marxismo, Islam e Islamismo : el proyecto de Adil Husayn* (préface de Pedro Martínez Montàvez). Editorial CantArabia (Serie Estudios, vol. 7), Madrid, 1996. 24 × 17,5 cm, 432 p.

Cet ouvrage reprend le sujet de la thèse de doctorat de l'A., rédigée sous la direction du P^r P. Martínez Montàvez et soutenue au département d'arabe et d'islam de l'université autonome de Madrid, en 1995.

Le livre, publié par les éditions CantArabia que dirige l'arabisante Carmen Ruiz Bravo, professeur à cette université, présente une synthèse de la pensée de cet écrivain et homme politique égyptien, né en 1932, et s'attache à mettre en lumière son importance et celle du mouvement intellectuel qu'il représente dans l'Égypte contemporaine. Rédacteur en chef du journal *Al-Ša'b* depuis 1985, Adil Husayn est devenu en 1993 secrétaire général du parti socialiste du travail, parti d'opposition de tendance islamiste. Son emprisonnement en 1994, et la vague de solidarité qu'il souleva parmi les intellectuels et les hommes politiques — « toute la société civile », soulignait fièrement le principal intéressé — démontrent l'importance que